



Titre : L'historien spécialiste du Maghreb, Benjamin Stora

«Au Maroc, l'archaïsme de la société pourrait constituer un frein à l'évolution démocratique»



Benjamin Stora, né le 2 décembre 1950 à Constantine, est un historien français, professeur des universités. Ses recherches portent sur l'histoire du Maghreb contemporain, l'Algérie coloniale et l'immigration en France

Il a publié une trentaine d'ouvrages et a dirigé plusieurs publications. Il a également été conseiller historique du film Indochine de Régis Wargnier, de Là-bas... mon pays d'Alexandre Arcady en 2000, du Premier homme, de Gianni Amelio (2010),

adaptation pour le cinéma du roman d'Albert Camus, et du film «Les hommes libres» d'Ismaël Ferroukhi, présenté au Festival de Cannes en 2011

A l'occasion de la publication de son dernier livre «Le 89 Arabe», autour du printemps arabe, livre que Jean Daniel a qualifié de «Synthèse parfaitement maîtrisée».

Entretien

Libé : Ma première question est sur le choix du titre de votre livre entretien avec le journaliste Edwy Plenel, «Le 89 arabe». Pourquoi ce choix ? Est-ce que le Printemps arabe ressemble à la Révolution française et à la chute des pays communistes ? Dans quel sens ?

Benjamin Stora : Ce titre renvoie à deux dates : 1789 c'est la Révolution Française et surtout l'exigence d'égalité politique et c'est aussi 1989 avec la chute du Mur de Berlin avec cette fois la revendication de liberté et pas simplement d'égalité. Mais cela ne veut pas dire que ce livre se détermine seulement par rapport à l'histoire européenne. Il traite beaucoup de l'Histoire à partir de l'Orient et du Maghreb en particulier

Vous avez écrit au début du livre que personne n'a vu venir le Printemps arabe, ni les spécialistes ni les services des Etats occidentaux. Comment expliquez-vous cela ? Est-ce que c'est de l'incompétence, ou les préjugés, genre «En tout cas rien ne se passera dans ces pays» et conformément aux «les nombreux clichés sur la région» comme vous les avez appelés?

Il y a au moins deux réponses possibles à cela. La première c'est que tout événement historique exceptionnel n'est pas forcément calculé par avance. Toutes les révolutions qui ont pu avoir lieu dans l'histoire ont toujours été de grandes surprises. Il y a toujours une sorte d'imprévisibilité du processus, de l'irruption soudaine d'un événement qui bouscule et qui renverse tout sur son passage. Ce sont des choses classiques de l'histoire.

Par contre, ce qui est beaucoup moins classique, beaucoup moins pertinent, c'est que du point de vue de l'Europe, il y a très peu d'attentions qui ont été portées sur les mouvements en cours dans ce qu'on appelle les sociétés arabes, c'est-



à-dire la démocratie, la culture, les élites, la politique, la société, l'éducation. Toutes ces questions de fond ont été très largement sous-estimées depuis de très nombreuses années de sorte que cette surprise-là, dans le fond, marque le signe plutôt de la méconnaissance

Vous avez aussi parlé de l'absence de grands spécialistes comme Jacques Berque. Cela veut dire qu'il n'y a plus d'intérêt au niveau universitaire, politique, stratégique de la France pour le sud de la Méditerranée

Il y a une crise du regard savant sur le Sud de la Méditerranée après les décolonisations. Il y a eu effectivement un moment de désintérêt sur ce qui se passait au Sud après les années 1970 jusqu'aux années 90. Puis l'intérêt est revenu ensuite en rapport avec une seule question, celle de l'islamisme. Comme si on pouvait analyser l'ensemble des processus affectant ces sociétés, exclusivement, à travers ce prisme

C'est une approche sécuritaire ?

C'est une approche sécuritaire et essentialiste, c'est-à-dire examiner les sociétés exclusivement à partir du biais religieux et par l'abandon à la fois des traits politiques et sociaux.

Comment expliquez-vous que des manifestants non organisés, sans leader, arrivent à faire tomber des régimes policiers redoutables en Tunisie et en Egypte ?

Ce processus est le point de surprise. Un événement surprenant avec l'arrivée d'une nouvelle génération culturelle et politique qui s'effectue en dehors des canaux traditionnels, ceux du nationalisme arabe nés dans les années 50 jusqu'aux années 70 ; ou plus récemment avec les canaux de l'islamisme radical. Les soulèvements qui ont lieu en Tunisie et en Egypte n'ont pas forcément eu recours à ces canaux historiques traditionnels. Ils ont emprunté d'autres chemins qui sont à la fois plus dans la mondialisation culturelle et plus dans le nationalisme politique classique. Il y a un mélange entre ces deux aspects selon moi

C'est la fin du nationalisme arabe fondé en 1947

Ce n'est pas la fin. C'est une sorte de refondation des nationalismes. C'est une reprise d'histoire là où elle s'était apparemment arrêtée, c'est-à-dire au moment des indépendances politiques dans les années 60. Là, il y a des reprises d'histoire qui s'effectuent un peu partout avec la volonté de refonder les nations. Cela ne veut pas dire la fin du nationalisme arabe, selon moi ; mais le fait que le nationalisme arabe jusqu'à présent était lié à la construction des Etats forts, des Etats autoritaires. Là, l'exigence c'est de sortir des Etats forts pour refonder les nationalismes

On peut dire que c'est la fin du parti unique dans le monde arabe ...

Pas tout à fait

C'est la naissance du pluralisme

Absolument. C'est un nouveau cycle qui commence à peine, celui du pluralisme, de la diversité et de la liberté par conséquent. C'est fondamental, avec la sortie des systèmes de régimes à parti unique où tout se décide par le haut, indépendamment des citoyens, des personnes qui construisent les sociétés. Là, au contraire, il y a la volonté à la fois de la pluralité, de la diversité et de la liberté individuelle et collective

Comment expliquez-vous la différence entre les manifestations dans les pays républicains qui ont demandé la chute des régimes et dans les monarchies comme le Maroc où les revendications sont autour de la réforme constitutionnelle



Le désir est le même partout. Il y a une homogénéité culturelle, avec la langue arabe et l'appartenance à la région islamique. Mais il y a des différences qui sont celles des traditions nationales. Si les mouvements à mon sens ont été plus forts dans ce qu'on appelle les républiques, c'est parce que l'affichage politique était le refus de la succession dynastique. C'était clairement affiché depuis les indépendances politiques, depuis les années 50/60. Or, ce à quoi on a assisté dans beaucoup de ces pays qui se proclamaient républiques, c'étaient tout simplement des volontés de successions dynastiques, le fils de Moubarak, le fils de Khadafi, la femme de Ben Ali, le fils de Hafez El Assad... Le rythme qui était en train d'être pris par ces républiques, était celui de successions dynastiques. Mais avec une coloration républicaine, ce qui était une contradiction fondamentale de ces sociétés. Alors que dans les histoires monarchiques, l'affichage politique était clairement établi. Il y avait des successions dynastiques qui fabriquaient de l'identité nationale

Comment voyez-vous l'évolution de la situation au Maroc après la nouvelle Constitution ?

A mon sens, il y a plusieurs questions. Il y a un mouvement irréversible qui a été engagé sur le problème de la monarchie constitutionnelle. Les discours du Roi en ont tenu compte. C'est la volonté de donner beaucoup plus de pouvoirs au Parlement et au Premier ministre. C'est une décision qui prend acte de ce processus. Mais en même temps, le passage à une vraie monarchie constitutionnelle est compliqué. Ce n'est pas un processus achevé, on n'en est qu'au début, il ne fait que commencer. Le référendum qui vient d'avoir lieu avec l'adoption massive de la Constitution pourra-t-il être le moment de redémarrage de cette fondation démocratique ? Tout dépend, aussi, de l'investissement des mouvements citoyens dans ce processus.

Un second aspect au Maroc me semble important. Ce sont les questions sociales qui me paraissent significatives, avec un taux d'analphabétisme important, avec l'éducation, le problème des diplômés chômeurs. Il y a une singularité au Maroc qui est celle de l'éducation comme défi principal. Savoir former une jeunesse qui puisse se montrer apte à s'engager sur le marché du travail. Le Maroc n'est pas au même niveau que la Tunisie sur ces questions-là. En Tunisie, il y a une classe moyenne très forte, éduquée avec un fossé très grand avec le pouvoir arbitraire et archaïque. Au Maroc, ce n'est pas le cas. Il y a donc tout un défi social, qui peut freiner la question politique, paradoxalement. Quelque part l'archaïsme de la société peut être un frein aux transformations démocratiques. On l'a vu quand il y a eu la volonté de la réforme de la Moudawana, le frein est venu plus de la société elle-même que des institutions, de l'Etat. Il faut donc faire attention à cette question de la modification des structures politiques qui peut être freinée par la question sociale

Pourtant au Maroc, il y a une tradition du pluralisme politique depuis les années 60. Il y a des syndicats, il y a la représentation des islamistes, de l'extrême gauche, de la gauche.

Le problème c'est le passage à la monarchie constitutionnelle. Est-ce que ce passage va vraiment s'opérer ou pas ? Est-ce qu'on va en rester là aujourd'hui, au statu quo ? C'est une vraie question. Il y a effectivement au Maroc des partis politiques, des syndicats qui vivent quelquefois des moments difficiles avec des problèmes de censure, mais, à mon sens, c'est plus sous l'angle de ce passage-là et de la question sociale

Après la révolution tunisienne et libyenne et le débarquement de 25 000 immigrés clandestins dans le sud de l'Italie, on a constaté une réaction très négative de Paris et Rome qui ont mobilisé toute l'Europe. Ne pensez-vous pas que les pays du Sud de l'Europe et la France à leur tête ont envoyé un message très négatif à ces mouvements de changement ?

C'est le problème de la perception en Europe de ces mouvements en cours. Il faut une modification du regard qui ne peut pas être exclusivement centré sur les questions sécuritaires et de l'immigration. Il y a des sociétés différentes qui émergent en ce moment. Il y a donc tout un nouveau regard à porter. Un grand nombre de facteurs font qu'il y a eu une



distance dans la connaissance de la culture, de la politique entre ces sociétés qu'il faut combler aujourd'hui. En France, la droite a essayé au maximum de rester collée aux régimes existants et la gauche n'a pas manifesté beaucoup de solidarité. Il n'y pas eu à Paris d'invitation de syndicalistes tunisiens pour prendre la parole dans des meetings ou des mouvements de femmes. Entre parenthèses, au Maghreb aussi. Il y a eu très peu de mouvements de solidarité publique entre la gauche maghrébine et les révolutions en cours. La transversalité est faible. La gauche n'est pas à la hauteur des nouveaux enjeux, des nouveaux défis. Il faut ajouter que des pays comme la Tunisie et l'Egypte ont reçu des centaines de milliers de réfugiés libyens et étrangers sans dire un mot

On peut expliquer ça par la Guerre d'Algérie

Entre autres, bien sûr; c'est toujours ce syndrome, toujours le problème du traumatisme, de la question coloniale. Mais c'est encore un autre débat...

Légende :

Benjamin Stora en compagnie de notre collaborateur Youssef Lahlali

Dimanche 24 Juillet 2011

Source : web Entretien réalisé par Youssef Lahlali